

Message du Chef de l'Etat à la nation, à l'occasion de la célébration des Cinquantenaires de l'Indépendance et de la Réunification du Cameroun

Yaoundé, le 17 mai 2010

**Camerounaises, Camerounais,
Mes chers compatriotes,**

Le 31 décembre dernier, je vous ai annoncé que nous célébrerions cette année le Cinquantenaire de notre indépendance, prélude à notre réunification, et que les commémorations trouveraient leur apothéose lors de notre Fête Nationale.

C'est en ouverture à ces événements que je m'adresse à vous ce soir pour dégager la signification et la portée de l'accession de notre pays à la souveraineté.

Le 1^{er} janvier 1960, nous devenions INDEPENDANTS. Cela signifiait que nous prenions en mains notre propre destin, que nous devenions responsables de la conduite de nos affaires, que nous aurions à répondre de nos actes devant l'Histoire.

Quelle était alors la situation de notre peuple ? La plupart d'entre nous se reconnaissaient davantage comme membres de leur communauté d'origine que comme citoyens d'une même nation, ce qui n'avait rien de surprenant compte tenu de notre passé quasi-colonial. Et pourtant, depuis que la deuxième guerre mondiale avait sonné le glas des empires coloniaux, de jeunes nationalistes avaient fait le rêve incertain de la liberté. Disons le clairement, leur combat, pour certains leur sacrifice, aura été pour beaucoup dans l'accomplissement du droit de notre peuple à disposer de lui-même. C'est pourquoi, je le répète, nous devons leur être éternellement reconnaissants.

Et notre pays ? Délimité par des frontières arbitraires, mal matérialisées, composé d'une mosaïque de circonscriptions administratives, dépourvu de grands axes de communication, économiquement replié sur lui-même, si l'on excepte les cultures de rente destinées à l'exportation, sous-équipé en infrastructures scolaires et de santé, il s'agissait plus d'un agrégat de territoires, différents par la langue, les coutumes, la religion, l'organisation tribale, etc. A quoi s'ajoutaient les particularismes hérités de trois modes dissemblables de colonisation.

Etions-nous une nation ? Pas encore, puisqu'il nous faudrait attendre la réunification avec nos frères du Cameroun occidental et faire naître ce « désir de vivre ensemble » qui caractérise une nation.

Etions-nous un état ? En droit, oui puisque nous étions affranchis de la tutelle et reconnus par la communauté internationale. Mais dans la réalité, la tâche restait immense.

Former une nation, construire un état, tel était le double défi auquel nous étions donc confrontés dès notre accession à la souveraineté.

Le premier n'était pas le plus facile à relever, car il échappe au volontarisme. Il doit émaner de la conscience collective des citoyens et ne peut naître que de la lente maturation d'une histoire commune. Voyez les vieilles nations européennes, elles ont toutes mis des siècles à se constituer, le plus souvent à travers les épreuves. En ce qui nous concerne, le processus a été plus rapide et, même s'il doit être sans cesse conforté, il est incontestable qu'il existe aujourd'hui une NATION CAMEROUNAISE et que son unité est notre bien le plus précieux.

Construire un état n'a pas été non plus une tâche aisée. Au début, nous manquions de cadres qualifiés et il a fallu faire avec le personnel disponible. L'enthousiasme et le dévouement ont parfois suppléé le manque d'expérience et de compétence. Mais, assez vite, la création de l'ENAM, qui vient elle-même de célébrer son cinquantenaire, a permis de doter notre administration des moyens humains nécessaires pour maîtriser le fonctionnement de l'Etat et s'approprier les mécanismes du développement. On peut dire aujourd'hui qu'à côté des institutions politiques le Cameroun dispose d'une administration d'Etat qualifiée et répondant à ses besoins.

Pour un peuple comme le nôtre, l'idée d'indépendance et donc de liberté est inséparable de celle de démocratie. Sans qu'il soit question ici de refaire l'historique des événements qui ont précédé et suivi notre indépendance, il est permis de dire que les conditions qui prévalaient alors peuvent expliquer (je ne dis pas justifier) le recours à des formes autoritaires de gouvernement. Mais il était prévisible que les choses étaient appelées à changer.

Vous vous souviendrez que, dès 1982, j'avais annoncé qu'une libéralisation progressive était nécessaire. Après avoir expérimenté la pluralité des candidatures au sein du parti unique, nous avons restauré le multipartisme. Puis au début des années 90, plusieurs lois

garantissant les libertés civiques, d'association et de presse ont été adoptées. Au fil du temps, des consultations électorales, à différents niveaux, ont été organisées dans des conditions que nous nous sommes efforcés de perfectionner pour assurer la sincérité des scrutins.

Aujourd'hui, je crois pouvoir dire qu'avec un Président de la République élu au suffrage universel direct, une Assemblée Nationale où siègent des représentants de la majorité et de l'opposition, un Gouvernement multicolore responsable devant l'Assemblée, un Pouvoir Judiciaire indépendant, nous avons établi un régime remplissant les critères essentiels de la démocratie.

Nous allons d'ailleurs en compléter les dispositions avec l'institution du Senat et la mise en œuvre effective de la décentralisation qui permettra aux citoyens de participer directement à la gestion des affaires publiques, sans pour autant compromettre l'unité nationale. Nous nous sommes également attachés à apporter des garanties au respect des droits de l'homme, tant dans les textes que dans la pratique quotidienne des organes de l'Etat.

Malheureusement, nous le savons, la liberté politique n'est pas suffisante pour assurer la liberté tout court. Quelle est en effet la liberté d'un homme qui ne mange pas à sa faim ? C'est pourquoi nous avons toujours pensé qu'elle était indissociable du progrès économique et social. Cette partie de notre projet de société s'est avérée la plus difficile à réaliser.

Depuis l'extension de la mondialisation, les économies nationales sont encore plus tributaires des variations de l'économie globale sur laquelle les gouvernements ont peu de prise. Notre tâche s'est ainsi trouvée compliquée pendant les dernières décennies par une succession de crises : dégradation des termes de l'échange, ralentissement de la croissance en Europe et en Asie, variations erratiques des cours du pétrole et des matières premières, etc. Tous phénomènes qui ont eu pour notre économie des conséquences négatives.

Nous avons néanmoins fait front en nous soumettant à la rude discipline des plans d'ajustement structurel. Les sacrifices consentis par notre population nous ont permis, après une véritable récession, de retrouver le chemin de la croissance. La dernière crise a malheureusement de nouveau entravé nos efforts, en réduisant nos exportations et en freinant nos investissements, avec pour conséquence une remontée du chômage.

Il n'est pas question ici de chercher des excuses. Qui peut contester aujourd'hui que presque tous les pays – y compris les plus puissants – connaissent de grandes difficultés économiques ? En attendant une hypothétique reprise, chacun d'entre eux s'efforce de trouver la voie du salut. C'est évidemment ce que nous essayons de faire nous-mêmes.

Nous n'avons pas pour autant renoncé à faire reculer la pauvreté. Si aux plans de l'éducation et de la santé, des avancées indéniables ont été faites, il faut bien reconnaître que la partie la plus vulnérable de notre population, surtout dans les zones rurales, n'a pas vu son sort s'améliorer considérablement. L'accès à l'eau, à l'électricité et aux soins de santé reste pour beaucoup aléatoire. En revanche, nous pouvons prétendre que le paysage scolaire et universitaire de notre pays n'a plus grand chose à voir avec la situation d'après l'indépendance.

Par ailleurs, l'urbanisation accélérée qui s'est produite au cours des dernières décennies à la suite d'un fort exode rural a soulevé un grand nombre de nouveaux problèmes : logement, voirie, transport, sécurité. Avec à peu près la moitié de la population dans les villes, le Cameroun est on ne peut plus différent de ce qu'il était il y a cinquante ans.

Nous avons connu un autre bouleversement qui s'est opéré de façon progressive, si progressive qu'il est passé presque inaperçu. Avec les progrès de la scolarisation et de l'alphabétisation, ainsi que la diffusion des médias de masse, notre peuple s'est ouvert sur le monde. Nous lisons les journaux, écoutons la radio, regardons la télévision. Nos comportements, nos modes de vie, nos façons de penser ont évolué. Peu d'entre nous se rendent compte combien nous avons changé. En même temps que nous nous « occidentalisons », si je puis dire, nos différences tendent à s'estomper.

L'Afrique n'est pas la seule à connaître cette transformation. Même les pays dont l'identité était la plus marquée, n'ont qu'imparfaitement résisté. Acceptons ce que cette évolution a de positif, c'est-à-dire ce qui nous permet de progresser et de nous rapprocher des autres peuples. Mais que ceci ne nous empêche pas de retenir ce qui participe de notre nature profonde : la solidarité, la fraternité et autres vertus africaines. Efforçons nous aussi de garder ce qui appartient à notre génie propre : notre culture, nos langues nationales mais aussi celles qui sont devenues les nôtres. Conserver son patrimoine, c'est aussi conserver son identité.

En même temps que nous construisions notre pays, il nous incombait de veiller à la protection de son intégrité territoriale. Le vaste territoire dont nous avons hérité, nécessitait pour assurer sa sécurité la disponibilité de forces de défense suffisamment nombreuses et bien formées. Nous avons mené à bien cette tâche et nous disposons aujourd'hui d'une armée qui répond à nos besoins. Avant tout force de dissuasion, elle n'a vocation d'intervenir qu'en dernier recours.

Notre idéal de paix nous incline en effet à privilégier la concertation ou la négociation. De fait, nous nous sommes efforcés, tout au long des dernières années, d'entretenir avec nos voisins les meilleures relations possibles. Il me semble que nous y avons réussi. Le seul problème très sérieux que nous avons connu a concerné l'affaire de Bakassi. Il a été heureusement réglé, conformément au droit international, grâce à l'esprit de conciliation et la volonté de rapprochement des parties en cause. Ayant accédé à la souveraineté internationale, il nous revenait de déployer un réseau diplomatique à notre mesure. Cela a été fait progressivement. Aujourd'hui, nous sommes présents dans de nombreuses capitales et auprès des principales organisations internationales. De leur côté, plusieurs dizaines de représentations diplomatiques étrangères sont établies à Yaoundé. Nous pouvons ainsi jouer notre partition sur la scène internationale tant pour participer à l'activité diplomatique générale que pour défendre nos intérêts. La place du Cameroun sur l'échiquier mondial me paraît tout à fait honorable.

Mes chers compatriotes,

Peu nombreux sont ceux aujourd'hui qui ont vécu les heures exaltantes de l'indépendance. La plupart d'entre eux ont disparu et avec eux une part de leur rêve inachevée. Mais ils ont connu l'essentiel : ne plus subir l'humiliation, marcher la tête haute, agir à leur guise, avoir le droit à l'erreur. Pour la majorité d'entre vous, cette époque appartient à un lointain passé et est de l'ordre de l'acquis. Je ne m'en étonne pas mais comprenez que j'aie voulu dresser le rapide bilan qui précède pour mesurer le chemin parcouru.

Bilan positif ou négatif ? Aurait-on pu faire mieux ? Peut-être. Moins bien ? Sûrement. Sans revenir sur ce qui a été dit sur notre Nation et notre Etat, je rappellerai que nos institutions politiques sont restées stables, que les tensions sociales ont pu être maîtrisées, que nous sommes restés en paix avec nos voisins et que les libertés et les droits de l'homme n'ont pas cessé d'être respectés.

La véritable ombre au tableau reste la pauvreté qui demeure une plaie ouverte sur notre corps social. Tout en reconnaissant nos insuffisances, j'ai dit pourquoi les crises successives dont nous n'avons pas le contrôle, nous ont contraints pendant des années à gérer la pénurie et à rester en deçà de nos objectifs. Alors que les effets de la crise s'atténuent, que les premiers signes de reprise se manifestent et que l'investissement paraît devoir reprendre, je pense que nous devons considérer l'avenir autrement.

Je crois en effet qu'une époque est en train de prendre fin. Pour dire les choses clairement, j'estime que nous devons nous fixer comme ambition de devenir dans une vingtaine d'années un PAYS EMERGENT. J'avais évoqué cette éventualité il y a quelque temps sans pouvoir imaginer que la dernière crise économique et financière viendrait en éloigner la perspective.

Entretemps, nous nous sommes dotés d'une vision de développement à long terme qui prévoit qu'à l'horizon 2035 le Cameroun pourrait être (je cite) « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». Cela suppose que nous parvenions à réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable, que nous devenions un pays à revenu intermédiaire et que nous franchissions le stade de nouveau pays industrialisé. Je ne me dissimule pas que ce défi est de taille. Mais je crois que notre pays en a les ressources et que notre peuple a les qualités requises pour le relever.

Un « document de stratégie pour la croissance et l'emploi » a été élaboré et servira de cadre de référence à l'action gouvernementale pour la période 2010-2020. Ce document fixe les objectifs de la première phase de notre vision à long terme et définit la stratégie pour les atteindre. Il relève les lacunes structurelles qu'il conviendra de corriger et passe en revue les grandes infrastructures que nous devons réaliser, ainsi que les secteurs productifs à moderniser. Enfin, il énumère les réalisations à prévoir dans les domaines de la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

Comme vous pouvez le constater, il s'agit d'un véritable plan décennal de développement qui nous a fait défaut au cours des dernières années. Il vise essentiellement à redynamiser notre situation économique et par ce moyen à stimuler l'emploi et faire reculer la pauvreté. Quelle que soit votre place dans la société, je voudrais que vous considériez la mise en œuvre de cette stratégie comme une véritable cause nationale et que vous vous mobilisiez pour en assurer le succès.

Je vous le disais il y a un instant. Nous allons changer d'époque. Pour me résumer, je dirais que, durant les cinquante dernières années, nous avons édifié l'architecture de notre indépendance. Demain nous allons lui donner le contenu économique et social qu'elle mérite.

Notre peuple qui a fait preuve de tant de courage et de patience, devrait y trouver, à travers une juste redistribution des fruits de la croissance, la récompense des sacrifices qu'il a consentis.

Vive l'indépendance !

Vive le Cameroun !